

INTERNATIONAL • DANEMARK

## Au Danemark, stupeur après les déclarations de Donald Trump sur le Groenland

Lors d'une conférence de presse, le président élu des Etats-Unis n'a pas exclu d'utiliser la force pour s'emparer du territoire autonome. Ces propos ont suscité de vives réactions dans le royaume scandinave, membre de l'OTAN.

Par Anne-Françoise Hivert (Malmö (Suède), correspondante régionale)

Publié le 08 janvier 2025 à 19h00, modifié le 09 janvier 2025 à 09h01 • Lecture 4 min.

---

Article réservé aux abonnés



La première ministre danoise, Mette Frederiksen, lors du sommet des pays nordiques et baltes à Harpsund, en Suède, le 27 novembre 2024. HENRIK MONTGOMERY / AFP

Suivi en direct par les médias danois, le déplacement de Donald Trump Junior à Nuuk, capitale du Groenland, mardi 7 janvier, a été bref. Venu « *en touriste* », le fils aîné du président élu des Etats-Unis est resté cinq heures à peine, le temps de rencontrer quelques supporters locaux et de prendre un

selfie devant la statue du missionnaire Hans Egede, fondateur de Nuuk en 1728 et symbole de la colonisation de la plus grande île du monde par le royaume du Danemark.

Si cette visite éclair du fils de Donald Trump a provoqué l'agacement à Copenhague, ce n'est rien comparé à la sidération causée par les déclarations du père, lors d'une conférence de presse, organisée le même jour, à West Palm Beach, en Floride. N'excluant pas de s'emparer du Groenland par la force, le milliardaire s'est exclamé : « *On ne sait même pas si le Danemark a des droits légaux dessus, mais, s'il en a, il doit les abandonner, parce que nous en avons besoin pour une question de sécurité nationale.* » Si Copenhague refuse de céder, le président élu se dit prêt à imposer « *des droits de douane très élevés sur les produits danois* ».

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

L'intérêt porté par Donald Trump à ce territoire stratégique de l'Arctique, aux énormes ressources minières, n'est pas nouveau. Lors de son premier mandat, en août 2019, il avait annoncé vouloir acheter l'île, où vivent 57 000 habitants, évoquant « *une opération essentiellement immobilière* ». La première ministre danoise, la sociale-démocrate Mette Frederiksen, avait qualifié la proposition d'« *absurde* », provoquant une minicrise diplomatique : invité par la reine Margrethe II à Copenhague, Donald Trump avait annulé son voyage au dernier moment.

**Relire notre archive de 2019 | [Pourquoi Donald Trump s'intéresse au Groenland depuis 2019](#)**



Cinq ans et demi plus tard, dans un message publié sur les réseaux sociaux, le 22 décembre 2024, le président élu a révélé qu'il n'avait pas renoncé à ses projets : « *Pour des raisons de sécurité nationale et de liberté dans le monde, les Etats-Unis estiment qu'il est absolument nécessaire de posséder et de contrôler le Groenland* », écrivait-il, avant d'ajouter, mardi : « *C'est un deal qui doit être conclu.* » Puis de menacer le royaume scandinave.

## « **Aucun sens** »

Au Danemark, membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les déclarations de Donald Trump ont fait « *l'effet d'une bombe* », constate Jens Ladefoged Mortensen, professeur associé à l'Institut de sciences politiques de l'université de Copenhague. « *Nous avons toujours considéré qu'il était dans notre intérêt stratégique d'être aussi proches que possible des Etats-Unis* », dit-il, mentionnant l'engagement du pays aux côtés de son allié américain en Afghanistan, puis en Irak.

« *Tout d'un coup, nous voilà la cible d'une utilisation potentielle de la force, n'excluant aucune option, y compris l'usage de tarifs douaniers très élevés* », qui pourrait avoir des effets dévastateurs sur l'économie danoise, très dépendante des exportations, mais aussi mener à « *une guerre commerciale transatlantique* », estime M. Ladefoged Mortensen.

**Lire aussi |  [Donald Trump ou la rhétorique d'un nouvel impérialisme américain](#)**



Pressée de réagir par son opposition, la première ministre danoise a joué la carte de l'apaisement.

« Les Etats-Unis sont l'allié le plus important du Danemark. La discussion d'aujourd'hui n'y change rien », a assuré Mette Frederiksen, mardi, sur la chaîne TV2. Elle a ensuite rappelé que « le Groenland appartient aux Groenlandais et [que] toute discussion sur l'avenir du peuple groenlandais doit commencer et se terminer à Nuuk ».

Plusieurs des alliés européens du Danemark lui ont manifesté leur soutien. Sur France Inter, mercredi, le chef de la diplomatie française, Jean-Noël Barrot, a assuré qu'il n'était « pas question que l'UE [Union européenne] laisse d'autres nations du monde quelles qu'elles soient s'en prendre à ses frontières souveraines ». De son côté, le gouvernement allemand a estimé que « les frontières ne peuvent pas être déplacées par la force ».

**Lire aussi (2020) |**  [L'offensive de charme des Etats-Unis au Groenland](#)



Au Danemark, la surprise a vite laissé place à l'incompréhension. « Nous ne savons pas si nous devons rire ou nous préparer à une sorte d'initiative américaine indésirable au Groenland », résume Peter Viggo Jakobsen, professeur associé au département de stratégie et d'études sur la guerre, au Collège royal de défense danois. Pour lui, les propos de Donald Trump « n'ont aucun sens ». Car, rappelle-t-il, depuis le traité signé entre Washington et Copenhague en 1941, « les Etats-Unis ont déjà de facto le contrôle militaire du Groenland ». Non seulement, ils y disposent de « la seule base militaire » sur l'île – la Pituffik Space Base, ancienne base de Thulé. Mais, encore, « l'accord leur réserve la possibilité de négocier des bases militaires supplémentaires ou un accès étendu au Groenland, si nécessaire », poursuit M. Jakobsen.

## « Lutte pour l'indépendance »

Quant aux ressources minières du territoire autonome, « les entreprises américaines peuvent déjà les exploiter », note Jon Rahbek-Clemmensen, directeur du centre d'études sur la sécurité arctique au Collège royal de défense.

Il constate aussi que la Chine, que Washington veut empêcher de s'implanter au Groenland, « n'a montré aucune velléité en ce sens depuis cinq ans ». Dans ce contexte, argue M. Rahbek-Clemmensen, « la situation actuelle est parfaite pour les Etats-Unis, qui ont exactement ce qu'ils veulent, sans avoir à payer la facture de 750 millions à 1 milliard de dollars par an », le montant des subventions versées à Nuuk par Copenhague.

D'ailleurs, plutôt que d'agiter des menaces, « il suffirait aux Etats-Unis de proposer un meilleur deal aux Groenlandais », remarque M. Viggo Jakobsen, qui rappelle que le territoire autonome peut à tout moment demander son indépendance, selon la loi adoptée en 2009. A quelques mois des élections législatives, qui doivent s'y tenir avant le 6 avril, le sujet est tout en haut de l'agenda. Ces dernières années, les récriminations de Nuuk à l'égard de Copenhague se sont multipliées, alimentées notamment par le scandale qui a explosé au printemps 2022, révélant la contraception forcée de centaines de Groenlandaises dans les années 1960.

**Lire aussi :**  [Au Groenland, la scandaleuse « campagne du stérilet »](#)



Qualifiant cet épisode de « génocide » à la mi-décembre 2024, le premier ministre groenlandais, Mute Egede, chef du parti indépendantiste d'extrême gauche Inuit Ataqatigiit, a appelé, le 1<sup>er</sup> janvier, à « passer à l'étape suivante » et « lever les obstacles », décrits « comme les chaînes de l'ère coloniale », à

« la coopération » avec d'autres pays que le Danemark.

Mais si les investissements américains sont les bienvenus, pas question de se retrouver sous la coupe de Washington : « *Le Groenland appartient au peuple du Groenland. Notre avenir et notre lutte pour l'indépendance nous concernent. Les autres, y compris les Danois et les Américains, ont le droit d'avoir leurs opinions, mais nous ne devons pas nous laisser entraîner par l'hystérie et les pressions extérieures qui nous détournent de notre chemin* », a estimé, mardi, M. Egede. Le 23 décembre 2024, il avait déjà fait savoir que le Groenland ne serait « *jamais à vendre* ».

**Anne-Françoise Hivert** (Malmö (Suède), correspondante régionale)

---

## Le Monde Ateliers

Découvrir



### Cours du soir

Géopolitique - Comprendre  
la Chine de Xi Jinping

### Cours du soir

Comment regarder un  
tableau - Les Modernes  
Anciens